



REVUE DE PRESSE

**RÉACTION AU
BUDGET PROVINCIAL 2009**

MARS 2009

Des choix bien accueillis

Une rare unanimité patronale et syndicale

ÉRIC DESROSIERS

Patrons et syndicats ont tous trouvé matière à se réjouir du budget dévoilé hier par le gouvernement Charest.

«*Nous saluons le budget le plus interventionniste des dernières années*», a déclaré Claudette Carbonneau. La présidente de la CSN a estimé que la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, avait déterminé «*plusieurs bonnes cibles*» en parlant notamment sur la formation des travailleurs, un meilleur soutien financier des entreprises, la protection des réseaux de santé et d'éducation, sans parler du nouveau coup de pouce offert au Fonds de la construction de la CSN sous forme de crédits d'impôt supplémentaires.

Le président de la FTQ, Michel Arseneault, s'est montré particulièrement fier de l'idée du gouvernement de mettre à contribution la Caisse de dépôt et placement et le Fonds de solidarité de la FTQ pour venir en aide aux entreprises technologiques en démarrage et en croissance. «*Le modèle québécois, c'est ça: on a des outils collectifs qui font en sorte que, quand [...] il faut traverser une crise ensemble, on est à l'heure de la solidarité financière*», s'est exclamé le chef syndical. Il a d'autre part salué à son tour «*l'effort louable*» du gouvernement en matière de santé et d'éducation et de services à la famille, ainsi qu'en emploi et en formation, particulièrement dans le secteur manufacturier.

Le Conseil du patronat du Québec a félicité la ministre Jérôme-Forget d'avoir agi «*de manière responsable*» en annonçant quelques mesures bien précises visant à venir en aide aux travailleurs et aux entreprises tout en s'engageant à rétablir rapidement l'équilibre budgétaire. Le CPQ a quand même dit espérer que le gouvernement trouvera rapidement un moyen d'éviter la hausse de la TVQ annoncée pour 2011, tout en admettant que cette forme d'augmentation du fardeau fiscal était moins néfaste que d'autres.

La Fédération des chambres de commerce du Québec partageait sensiblement même opinion hier. Acceptant que l'on fasse exceptionnelle-

ment une entorse à la règle du déficit zéro en période de crise, la Fédération s'est aussi réjouie que l'on continue malgré tout de contribuer au Fonds des générations.

L'Association de la construction du Québec estime que le gouvernement tient promesse en matière d'investissement en infrastructures, mais qu'il aurait pu en faire plus pour la construction résidentielle. Le Conseil de l'industrie forestière du Québec a pour sa part préféré attendre un peu avant de se prononcer pour voir si l'élargissement du programme Renfort à l'industrie forestière lui sera bel et bien profitable.

Le pot

Le budget Jérôme-Forget n'a toutefois pas reçu que des fleurs.

«*On est loin du grand vent du sud du président Obama*», a déploré Claudette Carbonneau en parlant des mesures de relance économique. La présidente de la CSN s'est aussi inquiétée des plans de compression budgétaire, d'indexation des tarifs et de hausse de la TVQ, et a réclamé un grand débat public sur la fiscalité.

Son homologue de la FTQ aurait voulu un moratoire sur la baisse du taux de la taxe sur le capital et qu'on commence tout de suite à augmenter doucement la TVQ plutôt que d'y aller d'un coup en 2011.

La CSD a qualifié les dépenses en infrastructure de trop timides et le maintien des versements au Fonds des générations d'erreur. «*Les gels de budgets, les coupures d'emplois se multiplient et l'État craque de partout*», a dénoncé pour sa part Lucie Martineau, présidente du Syndicat de la fonction publique du Québec.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a déploré la hausse des tarifs. Elle a aussi dit douter que les nouvelles mesures, visant à donner aux PME un meilleur accès au crédit et au capital de risque, profitent vraiment aux plus petites entreprises, qui comptent pour un tiers des emplois.

Les membres du Front commun des personnes assistées sociales du Québec ont dit avoir été placés devant une réalité «*brutale*» lorsqu'ils ont compris que rien ne serait fait pour relever le niveau des prestations d'aide sociale. Leur porte-parole, Amélie Châteauneuf, a dit ne pas comprendre qu'on ne réponde pas à une demande qui fait l'unanimité des experts et alors même que «*des milliers de personnes assistées sociales vivent au Québec dans l'itinérance ou l'insécurité alimentaire*».

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

Seulement 242 millions\$

(ASTP) Malgré les milliards annoncés, c'est avec des mesures globales de 242 millions\$ que le gouvernement du Québec pense aider les entreprises et les travailleurs à traverser l'actuelle période de récession économique, cette année.

Qu'ils s'agissent de mesures d'aide aux travailleurs ou de soutien aux entreprises québécoises, le plan du gouvernement du Québec pour la traverser la période de turbulence économique actuelle s'élève, globalement, à 242 millions\$ pour l'exercice financier 2009-2010.

L'aide accordée par le gouvernement Charest au secteur de la forêt et l'ouverture du programme Renfort aux entreprises forestières et touristiques sont les dépenses additionnelles les plus importantes dans le prochain exercice financier qui se termine le 31 mars 2010.

La formation des travailleurs, la pierre angulaire du programme de soutien économique du gouvernement, obtient également une somme

importante avec 219,5 millions\$, mais une fois l'aide fédérale de 207,9 millions\$ distribuée à Québec, il n'en coûte véritablement que 11,6 millions\$ à l'État, cette année.

Bien peu

Ces dépenses additionnelles totales de 242 millions\$ que prévoit la ministre des Finances pour éviter que le Québec ne tombe dans une profonde récession économique sont loin d'impressionner l'opposition officielle, a dit le critique en matière de finances publiques François Legault.

L'économiste en chef du Mouvement Desjardins, M. François Dupuis, croit aussi que ce constat démontre à quel point l'État québécois est coincé dans son cadre financier et qu'il ne peut que « s'appuyer sur des mesures ici et là ».

Mais pour le Conseil du Patronat, le gouvernement agit d'une manière responsable « en évitant d'instaurer une série de mesures temporaires et coûteuses ».

Seulement 242 millions\$

(ASTP) Malgré les milliards annoncés, c'est avec des mesures globales de 242 millions\$ que le gouvernement du Québec pense aider les entreprises et les travailleurs à traverser l'actuelle période de récession économique, cette année.

Qu'ils s'agissent de mesures d'aide aux travailleurs ou de soutien aux entreprises québécoises, le plan du gouvernement du Québec pour la traverser la période de turbulence économique actuelle s'élève, globalement, à 242 millions\$ pour l'exercice financier 2009-2010.

L'aide accordée par le gouvernement Charest au secteur de la forêt et l'ouverture du programme Renfort aux entreprises forestières et touristiques sont les dépenses additionnelles les plus importantes dans le prochain exercice financier qui se termine le 31 mars 2010.

La formation des travailleurs, la pierre angulaire du programme de soutien économique du gouvernement, obtient également une somme importante avec 219,5 millions\$ mais une fois l'aide fédérale 207,9 millions\$ distribuée à Québec, il n'en coûte véritablement que 11,6 millions\$ à l'État, cette année.

Bien peu

Ces dépenses additionnelles totales de 242 millions\$ que prévoit la ministre des Finances pour éviter que le Québec ne tombe dans une profonde récession économique sont loin d'impressionner l'opposition officielle, a dit le critique en matière de finances publiques François Legault.

L'économiste en chef du Mouvement Desjardins, M. François Dupuis, croit aussi que ce constat démontre à quel point l'État québécois est coincé dans son cadre financier et qu'il ne peut que "souponder des mesures ici et là".

Mais pour le Conseil du Patronat, le gouvernement agit d'une manière responsable "en évitant d'instaurer une série de mesures temporaires et coûteuses".

A PROVINCE IN THE RED

SALES TAX, FEES TO RISE AS QUEBEC ENTERS DEFICIT

ANALYSIS

Liberals lay on rhetoric in return to bad old days

PHILIP AUTHIER
THE GAZETTE

QUEBEC - Bleak. Turbulent. Brutal global financial crisis. Pressure, pressure, pressure.

The only thing missing in yesterday's 2009-10 "hard times" provincial budget was a return to the unemployment relief camps of the Depression.

The Quebec government laid the rhetoric on thick in its effort to justify its decision to send the province back for four years to the bad old days of deficit spending. There's also an increase in the sales tax in 2011, higher user fees and a projected unemployment rate of 8.9 per cent for this year.

The political message from the Liberal government was very clear: Quebec, like the rest of the planet, is in bad shape. We'll spend the money now; you the taxpayer will pay later when, in theory, things pick up.

That's because for all the "Brother can you spare a dime" language, and a host of economists who contend a provincial government can't really do much about a global economic slowdown, the Charest Liberals maintain things are going to pick up - perhaps even sooner than most believe - because they are "in full action mode."

"This budget gives hope," said Finance Minister Monique Jérôme-Forget, tabling her third budget in the National Assembly. "It will enable Quebec to bounce back as soon and as high as possible once recovery begins."

Please see DEFICIT, Page A4

DEFICIT Projected recovery is optimistic, union chief says

CONTINUED FROM A1

Jérôme-Forget admitted she was wrong in her most recent economic update, released on Nov. 4.

Then again, she quipped, so was everyone else, including "any economists in the room."

"The global economic outlook has become much bleaker," she said.

Here are some of her key conclusions this time around: **The unemployment rate** will rise from a record low of 7.2 per cent in 2008 to an average of 8.9 per cent in 2009.

After 10 years of no deficits, the shortfall projected for 2009-10 will be \$3.9 billion. That will be the reality for a while.

Quebec is in a recession, with economic output now pegged to shrink by 1.2 per cent. Jérôme-Forget still projects 1.9-per-cent economic growth in 2010.

Jérôme-Forget, who is rumoured to be on her way out of politics after this budget, nevertheless argued her \$15-billion stimulus package – the Parti Québécois said only \$242 million is new money – will put the province over the hump. The plan is to restore budgetary balance within five years.

"Québecers have always been able to roll up their

sleeves," she said. "We must all make an effort to weather this recession."

Yesterday, some analysts were giving her the benefit of the doubt

"I don't think the Quebec government has the power or the means to reverse the situation," said Daniel Audet, first vice-president of the province's largest employer group, the *Conseil du patronat*.

"Given that, I think they did what they could."

Over on the union side, there was skepticism. Michel Arsenault, president of the Quebec Federation of Labour, the largest union in the province, said the government's projected 2010 recovery is a tad optimistic.

If the recovery does not materialize as projected, Arsenault said, Quebec will find itself short of revenues, which could mean a return to the bleak era of hospital cuts seen in the 1990s.

"We must not repeat this nightmare," Arsenault said.

There are plenty of other unknowns about this budget, too, like who is going to be around to answer questions if it flops and things get worse.

Yesterday, Jérôme-Forget laughed off rumours she was on her way to retirement, but

Quebec's political shrinks have been out in force, speculating that her boss, Premier Jean Charest, won't be around much longer now that he has achieved his goal of a third term in office.

The budget is usually a chance for a government to retool and freshen up its image, which, only three months after the December election, is being described as adrift, lethargic and arrogant – all terms used to describe the Charest government after it took power in 2003.

One political analyst, Alain Dubuc of La Presse, recently wrote that it's as if Charest suffers from the equivalent of "political bipolarity."

There is the "good" Charest, energetic, happy and in charge of the issues, and the "bad" Charest, absent, distant and inward-looking.

Charest has plenty of time to show he's in it for the long run, but recent polling shows the level of satisfaction in his government's performance has fallen to 37 per cent only three months after the last election.

After the 2003 election, it took the government nine months to hit that low mark.

pauthier@
thegazette.canwest.com

On the horizon: 8.5% sales tax

MINISTER 'NOT A HAPPY CAMPER'

Higher refundable tax credit will offset 2011 hike for lower income earners

ANDY RIGA
THE GAZETTE

QUEBEC — The bad news: Quebec is hiking the provincial sales tax to 8.5 per cent, from 7.5 per cent. The so-so news: the measure will only go into effect on Jan. 1, 2011.

"I'm not a happy camper to do that," Finance Minister Monique Jérôme-Forget told reporters yesterday. But "it's the least damaging tax measure that we can implement."

The province's biggest employers' group questioned the wisdom of the hike, while a major consumers' group and Quebec's opposition parties called it a big mistake.

After spending its way into a deficit to stimulate the economy, Quebec will use the sales-tax hike to help it return to a balanced budget by 2013-

2014, Jérôme-Forget said. By the time the hike comes into effect in 2011, Quebec's econo-

my should have rebounded, Jérôme-Forget said.

The increase, which will add an extra \$1.2 billion a year to Quebec's coffers, is one of three measures aimed at returning to a zero deficit. The government will also step up efforts to target tax scofflaws, and bring in annual hikes to user fees for public services, starting in 2011.

The last time Quebec hiked the sales tax was in 1998, when it jumped from 6.5 per cent. The decision to hike the sales tax flies in the face of previous declarations by Premier Jean Charest.

After Ottawa cut the federal goods and services tax by two percentage points in recent years, Charest brushed off a Parti Québécois suggestion that Quebec use the opportunity to hike its sales tax.

At the time, Charest's government said it wanted to keep the GST savings in Que-

becers' pockets.

Yesterday, Jérôme-Forget defended the about-face, saying no one could have predicted the economic collapse.

"I'm very happy we didn't" hike the provincial sales tax after the GST cuts, she said. "If we had, the money would have been spent and we couldn't do it now."

To offset the sales-tax increase, Quebec will increase the refundable sales-tax credit, which benefits low- and middle-income taxpayers. That measure will cost the government of \$250 million.

A sales tax hike is preferable to an income-tax hike, Jérôme-Forget said.

For one thing, it won't hurt exports because sales taxes don't apply to goods and services sold abroad. Also, contrary to income tax, consumption taxes don't discourage people from working more.

And the amount of sales

tax paid varies with consumption, so higher-income earners will contribute more, Jérôme-Forget added.

The Conseil du patronat du Québec, the province's biggest employers' group, said the province should consider cutting its own spending before hiking the tax.

"The sales tax is less damaging to economic growth than many other taxes," Conseil president Daniel Audet said. "But any increase in the tax burden is a step in the wrong direction and the government should closely look at its own expenses before taking this route."

The Union des consommateurs, a coalition of consumer groups, said a higher sales tax, coupled with higher user fees for government services, will hurt those who can least afford it. The group said the sales tax should be eliminated for such "essential goods" as school supplies and children's shoes, and increased on luxury items or goods that hurt the environment.

Opposition parties also called the increase a bad idea.

The PQ said new money raised by the hike should be used to fund education; the Action démocratique du Québec warned it will hurt middle-class taxpayers; and Québec solidaire said it will lower taxpayers' spending power when it should be increased to encourage buying.

ariga@
thegazette.canwest.com

montrealgazette.com

YOU HAD YOUR SAY

"Wow a QST tax grab, what a surprise. The only thing that's going to do is drive up the underground economy." - ALEA

"Imagine how worse off Quebec would be if it was not pilfering \$2 billion per year from the Churchill Falls." - Gerry Martin

Join the conversation, only at
montrealgazette.com



Imprimer

LCN /

Mise à jour : 19/03/2009 19:08

QUÉBEC

Un budget qualifié de modeste

(Avec PC) – En général, les mesures de soutien aux entreprises, dans le budget, sont bien reçues, mais la hausse annoncée de la TVQ et des tarifs passe difficilement.

Du côté des syndicats on se réjouit dans l'ensemble de l'augmentation des liquidités disponibles pour les entreprises et des mesures pour la formation des travailleurs, mais on craint une autre ronde de compressions budgétaires dans les services publics.

Dans ce budget, le gouvernement Charest débloque 242 millions de dollars de plus en aide aux entreprises et aux chômeurs pour lutter contre la tempête économique. Un montant que certains jugent trop modeste.

A la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Simon Prévost pose un jugement global sur le budget. «L'ampleur des mesures est assez limitée. C'est un budget assez minceur, finalement.»

Daniel Audet, premier vice-président du Conseil du patronat, n'est pas très heureux de la hausse de la TVQ, «mais par contre les autres aspects du budget nous plaisent beaucoup parce qu'on a évité le bar ouvert et les dépenses tous azimuts».

Lise Denis directrice générale de l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux note que les investissements supplémentaires prévus seront consacrés aux déficients intellectuels et physiques, ainsi qu'aux Groupes de médecine familiale, alors qu'il existe des besoins énormes en soins à domicile et pour les aînés.

Pour sa part, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, David Paradis, n'est pas impressionné des sommes investies dans l'éducation, surtout que le gouvernement Charest jure qu'il veut réinvestir en éducation et dans le savoir.

Le coordonnateur du FRAPRU, François Saillant, trouve insuffisant d'annoncer la construction de 3000 logements sociaux, alors que le Parti libéral s'était engagé, en campagne électorale, à 3000 logements par année pendant cinq ans, soit 15 000.

L'Union des municipalités aurait aimé entendre la ministre annoncer une accélération des investissements dans les infrastructures. Les municipalités du Québec ont dans leurs cartons pour 4 milliards \$ de projets.

L'aide aux entreprises bien reçue; pas la hausse de la TVQ et des tarifs

PRESSE CANADIENNE, 19 mars 2009

Les mesures de soutien aux entreprises, dans le budget, sont bien reçues, mais la hausse annoncée de la TVQ et des tarifs passe difficilement.

Dossier spécial Budget

> Syndicats

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, relève avec satisfaction certains aspects économiques du budget. "Il y a une orientation vers l'emploi, vers la relance, il y a de l'imagination dans un certain nombre de mesures". Elle cite en exemple l'augmentation des liquidités disponibles pour les entreprises et les mesures pour la formation des travailleurs.

La principale inquiétude de Mme Carbonneau est l'avènement d'une autre ronde de compressions budgétaires qu'elle appréhende dans les services publics. "On ne se cachera pas la réalité: c'est l'annonce d'un train de compressions extrêmement lourd, extrêmement important", avertit Mme Carbonneau, en entrevue.

Et devant les hausses annoncées de la Taxe de vente du Québec et des tarifs, la présidente de la CSN réclame "un grand débat de société sur la fiscalité", y voyant une tangente qui exige une réflexion plus approfondie.

Le président de la FTQ, Michel Arsenault, qui est également président du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ, souligne à quel point le fonds est considéré comme un acteur influent de l'économie québécoise dans ce budget.

En fait, le Fonds de solidarité participera notamment à un partenariat technologique de 250 millions \$ avec la Caisse de dépôt et placement, en plus de participer à un fonds d'urgence avec le gouvernement pour sauver des entreprises pendant la crise et de participer à hauteur de 33 à 40 millions \$ à un troisième fonds de démarrage de nouvelles entreprises avec Investissement Québec.

"On le fait avec beaucoup de fierté. C'est notre mission de maintenir et de créer des emplois", a commenté M. Arsenault.

Pour le Fonds de solidarité, ce budget prévoit un investissement total de 530 à 540 millions \$, souligne M. Arsenault. "Le modèle québécois c'est ça: on a des outils collectifs qui font en sorte que quand on est mal pris, quand il faut traverser une crise ensemble, on est à l'heure de la solidarité financière."

M. Arsenault n'aime pas trop les hausses de tarifs et de la TVQ. "Je trouve ça un peu inquiétant. On aurait préféré qu'elle aille chercher l'argent chez les plus riches le plus vite possible."

> Entreprises

Même si elle représente des entreprises, la présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand, ne voit pas d'un si mauvais oeil la hausse de la TVQ en 2011 et la hausse des tarifs. Elle les perçoit comme des façons de générer des fonds lorsque la reprise se manifesterait éventuellement. "On va ressortir de cette crise-là et, au sortir de cette crise, il faut être capable de rembourser nos déficits. Nous préférons de loin une taxe à la consommation à un impôt aux particuliers ou un impôt aux entreprises", a-t-elle confié en entrevue.

La Fédération des chambres de commerce salue tout de même les "mesures porteuses pour les entreprises qui manquent de liquidités" qui auront accès, ainsi, à plus de capital.

A la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Simon Prévost déplore la hausse des tarifs. "La hausse des tarifs nous inquiète, parce que c'est une façon d'augmenter le fardeau fiscal de manière un peu cachée. On finit par payer davantage, alors que le fardeau fiscal est déjà très élevé au Québec", lance-t-il en entrevue.

Il pose un jugement global sur le budget. "L'ampleur des mesures est assez limitée. C'est un budget assez minceur, finalement."

M. Prévost, qui représente des PME, reste sur son appétit devant les mesures d'aide annoncées, notamment l'accès au capital de risque. "Ce sont des choses qui concernent au mieux une moyenne entreprise, de 100 ou 150 employés. Les plus petites, qui constituent un bon tiers des emplois au Québec, ne se retrouvent pas là-dedans. C'est pas une petite PME qui va aller frapper à la porte de la Caisse de dépôt pour avoir du capital de risque. Dans ce sens-là, on est déçu."

Daniel Audet, premier vice-président du Conseil du patronat, n'est pas très heureux de la hausse de la TVQ, "mais par contre les autres aspects du budget nous plaisent beaucoup parce qu'on a évité le bar ouvert et les dépenses tous azimuts".

> Autres

Lise Denis directrice générale de l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux se réjouit du fait qu' "au moins, les coûts de système de la santé et des services sociaux sont couverts", car, admet-elle "il y avait de l'inquiétude dans notre réseau" à ce sujet.

Toutefois, elle note que les investissements supplémentaires prévus seront consacrés aux déficients intellectuels et physiques, ainsi qu'aux Groupes de médecine familiale, alors qu'il existe des besoins énormes en soins à domicile et pour les aînés.

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, David Paradis, n'est pas impressionné des sommes investies dans l'éducation, surtout que le gouvernement Charest jure qu'il veut réinvestir en éducation et dans le savoir.

"Essentiellement, ce qu'on voit dans le budget, c'est du maintien, de l'indexation des coûts du système", a critiqué M. Paradis. "Le gouvernement fait juste 'patcher' les murs, s'assurer qu'ils ne soient pas complètement écroulés, même s'il y a plein de lézardes à la grandeur."

Le coordonnateur du FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain), François Saillant, trouve insuffisant d'annoncer la construction de 3000 logements sociaux, alors que le Parti libéral s'était engagé, en campagne électorale, à 3000 logements par année pendant cinq ans, soit 15 000.

Etre fixé seulement pour un an lui paraît aussi incommodant. "Encore une fois on va se retrouver dans la balance des choix budgétaires de l'an prochain. Donc, pour l'avenir, on ne peut pas dire qu'on est très rassuré", a déploré M. Saillant en entrevue.

Il relève en plus que "l'argent fédéral à lui tout seul finance 1200 de ces logements-là".

L'Union des consommateurs s'indigne aussi des hausses de tarifs et de la TVQ. "Ces mesures, combinées à la hausse de la taxe de vente, vont affecter plus durement les ménages les plus vulnérables", déplore-t-on dans un communiqué.

L'organisme aurait apprécié que la TVQ soit au moins modulée en fonction de la nature des biens, comme l'éliminer ou la réduire pour les biens essentiels et l'augmenter pour les biens de luxe.

L'Union des municipalités aurait aimé entendre la ministre annoncer une accélération des investissements dans les infrastructures. Les municipalités du Québec ont dans leurs cartons pour 4 milliards \$ de projets.

Un budget responsable selon le Conseil du patronat du Québec Réaction au Budget provincial 2009-2010

Article mis en ligne le 19 mars 2009 à 17:15

Soyez le premier à commenter cet article

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) félicite le gouvernement du Québec d'avoir choisi de déposer un budget qui, tout en prévoyant des mesures de soutien aux travailleurs et aux entreprises affectés par la récession, annonce un retour à l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans. «Tout compte fait, la ministre des Finances agit de manière responsable en ne cédant pas à la tentation de lancer une multitude de nouveaux programmes temporaires et coûteux qu'il aurait été difficile de remettre en question une fois la reprise économique amorcée», a déclaré le premier vice-président du CPQ, Me Daniel Audet.

Pour le CPQ, la volonté de revenir rapidement à l'équilibre budgétaire, de même que la décision de continuer à effectuer des versements au Fonds des générations, suggère une vision à long terme, qui fera davantage pour préparer le Québec à la reprise que des interventions tous azimuts réclamées par plusieurs.

Au chapitre du retour à l'équilibre budgétaire, le CPQ espère toutefois que le gouvernement, une fois la reprise amorcée, mettra davantage l'accent sur le contrôle de la croissance des dépenses plutôt que sur la recherche de nouveaux revenus. Il est notamment à souhaiter que d'ici son prochain budget le gouvernement aura trouvé le moyen d'annuler la hausse de la taxe de vente qu'il annonce pour le 1er janvier 2011.

«La taxe de vente est moins néfaste pour la croissance économique que bien d'autres taxes, mais tout alourdissement du fardeau fiscal est un pas dans la mauvaise direction et le gouvernement ferait mieux de revoir très attentivement ses dépenses avant d'emprunter cette avenue», a commenté Me Audet.

Appui bienvenu au financement des entreprises

Le CPQ est enfin satisfait des nouvelles mesures visant à faciliter l'accès au financement pour les entreprises, que ce soit la bonification du programme Renfort et du programme FIER-Régions ou la création d'un nouveau fonds pour faciliter l'accès au capital de risque.

Formation des travailleurs : un actif bien réel

Le CPQ salue par ailleurs la volonté du gouvernement de faciliter la formation des travailleurs via la bonification et l'élargissement du Pacte pour l'emploi, un programme auquel contribue également les entreprises privées et le gouvernement fédéral. «La formation représente le meilleur outil pour aider les travailleurs dans les entreprises et les secteurs en difficulté à cause de la récession. Il s'agit d'un investissement qui laisse un actif bien réel : un bagage de compétences pour les travailleurs du Québec», conclut le porte-parole du CPQ.

À propos du CPQ

Le Conseil du patronat du Québec (CPQ), en plus de regrouper plusieurs des plus grandes entreprises du Québec, réunit également la vaste majorité des associations patronales sectorielles, en faisant ainsi la seule confédération patronale du Québec.

* (Source : Conseil du patronat du Québec - CPQ)